

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 40 – du 31 octobre au 7 septembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : STRATÉGIES D'ENDETTEMENT PUBLIC AU PROCHE-ORIENT (2/2)

La plupart des économies du Proche-Orient ont des politiques d'endettement reposant sur des maturités courtes et des taux d'intérêt élevés. En Égypte, la charge d'intérêt est élevée à court terme du fait de la courte maturité de la dette et du niveau élevé des taux. En Irak, le FMI anticipe une progression de la dette publique de 44% du PIB fin 2023 à plus de 86% en 2029, du fait d'une absence de pilotage de l'endettement et d'une politique expansionniste. En Iran, la politique de financement de l'État reste sous-optimale, reposant sur une boucle emprunts / création monétaire / remboursements et inflation. En Jordanie, par contre, le gouvernement est parvenu à accroître la maturité de la dette, témoignant d'une confiance accrue en sa capacité à rembourser.

LE CHIFFRE À RETENIR

75%

PART DOMESTIQUE DE LA
DETTE PUBLIQUE ÉGYPTIENNE

L'exposition à l'égard des acteurs domestiques prévaut. L'endettement externe demeure modéré et le financement des États repose d'abord sur de l'endettement bancaire domestique. Pour autant, la vulnérabilité aux marchés internationaux et aux chocs externes ne doit pas être sous-estimée, notamment dans le contexte d'une perception aggravée du risque géopolitique. En Égypte, la dette domestique représente 75% de la dette totale, bien que depuis 2013 les pays du Golfe constituent un créancier de premier rang du pays. L'Irak a pour objectif la réduction de la dette extérieure, y compris par un moindre recours aux financements des bailleurs de fonds. En Jordanie, la hausse de la dette extérieure (47% de la dette totale) est tirée par les prêts qui ont tendanciellement augmenté ces dernières années. Elle est détenue à 37% par des organisations multilatérales, principalement le FMI et la Banque Mondiale. En Israël, la dette levée en 2023 sur le canal domestique négociable s'élevait à 72% (contre 65% en 2022) du portefeuille de la dette levée.

Certains États ont entrepris des démarches d'amélioration de la gestion de leur politique d'endettement. En Égypte, la trajectoire baissière de la dette reposerait sur des facteurs incertains : cessions d'actifs, surplus constant de la balance primaire (5% du PIB d'ici 2026/27) et un différentiel de taux d'intérêt et de croissance favorable. Les autorités se sont engagées sur une nouvelle stratégie de gestion de la dette : allongement de la maturité des futures émissions, prolongation de l'échéance de la dette domestique existante mais aussi accord avec les banques égyptiennes pour émettre de nouveaux bons du Trésor à 3 ans une fois les obligations actuelles arrivées à échéance. En Jordanie, les objectifs annoncés sont d'accroître le recours aux emprunts en dollar, notamment via l'émission d'Eurobonds et les emprunts auprès des bailleurs, de diversifier les sources de financement et d'élargir la base d'investisseurs. En Israël, la stratégie d'émission de la dette au cours des dernières années a visé à allonger progressivement la durée moyenne pondérée des échéances jusqu'à environ 9 ans.

Ces démarches doivent s'accompagner d'une modernisation plus structurelle de la politique budgétaire, tant en matière de dépenses que de recettes publiques. La politique d'endettement est perfectible dans la plupart des pays et empêche de dégager des marges de manœuvre nécessaires à la mise en place de mesures contracycliques. En Égypte, la politique de consolidation des finances publiques menée repose largement sur la maîtrise de la dépense via un plafonnement de l'investissement public. En Irak, le gouvernement a lancé plusieurs initiatives, sans qu'aucune n'ait encore été déployée. Parmi celles-ci, figure la mise en place d'un système unifié de compte de trésorerie et d'un système de gestion de l'information financière. En Jordanie, la stratégie de consolidation est axée sur l'augmentation des recettes fiscales et la limitation des investissements publics.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. STAGNATION DU PMI DU SECTEUR PRIVÉ NON PÉTROLIER EN OCTOBRE

L'indice (PMI) de l'Égypte est passé de 48,8 en septembre à [49 en octobre](#), en dessous du seuil de 50 pour le deuxième mois consécutif, témoignant une détérioration des conditions économiques. L'enquête souligne que les fortes pressions sur les coûts ont entraîné une nouvelle augmentation des prix de vente, pesant sur le volume des nouvelles commandes. Néanmoins, les données indiquent que les stocks et l'emploi ont augmenté légèrement en octobre. Dans le même temps, l'enquête souligne que la hausse des coûts des intrants a diminué. Par ailleurs, les entreprises non pétrolières anticipent une hausse de l'activité économique au cours des 12 prochains mois, malgré un sentiment de confiance particulièrement faible.

2. DÉBUT DE LA MISSION DE LA 4^{ÈME} REVUE DU PROGRAMME FMI

À l'occasion de sa visite au Caire, le 3 novembre, la [Directrice générale du FMI](#) s'est entretenue avec le Président al-Sissi et a salué les efforts déployés par l'Égypte pour la bonne mise en œuvre des réformes et les progrès réalisés en matière d'indicateurs macroéconomiques, tout en rappelant les défis auxquels l'Égypte est confrontée en raison de la situation régionale. Dans ce contexte, elle a souligné que le FMI s'efforce d'identifier les meilleures trajectoires de réformes pour le pays. Ce déplacement a précédé le début de la mission du FMI pour la 4^{ème} revue du programme, qui a débuté le 5 novembre et doit permettre le versement d'une tranche d'1,3 Md USD, la plus importante des 8 Mds USD prévue par le programme. Parallèlement, Fitch a relevé la note de la dette à long terme de l'Égypte de « B- » à « B » (avec perspective positive), reconnaissant des améliorations macroéconomiques significatives.

IRAK

1. PRODUCTION DE PÉTROLE KURDISTAN D'IRAK

Le Conseil des ministres du gouvernement fédéral d'Irak a approuvé le 5 novembre un amendement au budget sur la production de pétrole dans la région autonome du Kurdistan (RAK). L'amendement prévoit (i) le paiement par le ministère des Finances fédéral des coûts de transport et de production de pétrole au gouvernement régional du Kurdistan, à condition que le pétrole produit soit livré au ministère du Pétrole fédéral, (ii) l'augmentation de

production et de transport du pétrole à 16 USD/baril (contre 6 USD précédemment) et (iii) la conduite d'une évaluation des coûts réels de production et de transport par un cabinet de conseil international. Ces amendements, qui doivent encore être votés par le Parlement irakien, ouvrent potentiellement la voie à une reprise des exportations de pétrole produit au Kurdistan, interrompues depuis avril 2023. Néanmoins, plusieurs sujets restent en attente de résolution, en particulier l'accord des compagnies pétrolières internationales sur le prix prévu par l'amendement et le paiement des dettes dues par le GRK à ces sociétés.

2. PORT D'AL FAO / ROUTE DU DÉVELOPPEMENT

Le Premier Ministre irakien a présidé le 7 novembre la cérémonie de livraison des cinq premiers quais du port d'Al-Fao, dans le sud du pays. La première phase du projet, évaluée à 2,6 Mds USD et réalisée par l'entreprise coréenne Daewoo E&C, doit s'achever mi-2025. Le port d'Al-Fao doit prendre le relai du port existant d'Oum Qasr et être le point de départ de la « Route du développement », mégaprojet de corridor logistique (1200 km d'autoroutes doublées de voies ferrées) devant traverser l'Irak du sud au nord. Les autorités irakiennes comptent sur ce projet, évalué à 18 Mds USD, pour insérer l'Irak dans les routes commerciales régionales et mondiales. Bagdad a d'ailleurs accueilli le 31 octobre la deuxième réunion ministérielle quadripartite (Irak, Turquie, Qatar et Émirats Arabes unis) sur la Route du développement.

IRAN

1. LE FUTUR MARCHÉ D'ÉCHANGE DES DEVISES DE GRÉ À GRÉ

Selon le gouverneur de la Banque Centrale, un nouveau marché d'échange des devises devrait être opérationnel dans les prochains jours. Ce marché permettra aux exportateurs (pour tous les produits hors pétrole) et aux importateurs (certifiés par la Banque Centrale d'Iran et les ministères concernés) d'échanger leurs devises sur la base d'enchères. Ce nouveau marché est conçu comme une plateforme de gré à gré, où les devises proposées par les exportateurs et leurs équivalents en rial, proposés par les importateurs, seront échangées par le Centre d'échange des devises et de l'or. Chaque partie soumettra une offre, et une fois les besoins appariés, le transfert bancaire sera effectué par le centre. Concernant le paiement, le centre collaborera avec les banques commerciales, qui transféreront les fonds via des bureaux de change. La garantie bancaire pour les acheteurs et les vendeurs sera assurée par les banques commerciales qui disposent

d'un niveau d'adéquation des fonds propres jugé suffisamment robuste. Ce nouveau marché vise, à terme, à éliminer les taux de change administrés (à l'exception du taux NIMA I, destiné à l'importation de produits essentiels dans le budget de l'État), notamment les taux NIMA II et SANA.

2. CONSOMMATION ET IMPORTATIONS D'ESSENCE

Selon le vice-ministre du Pétrole en charge du raffinage et de la distribution des produits pétroliers (NIORDC), 1,85 Mds de litres d'essence auraient été importés au cours des sept premiers mois de l'exercice en cours 2024/2025, tandis que la consommation a augmenté de 26,44 à 28,38 Mds de litres (+7,3 % en g.a). Pour rappel, le prix de l'essence est administré entre 15 000 IRR et 30 000 IRR par litre, alors que le seul coût de production, sans inclure la valeur du pétrole brut, s'élève à 80 000 IRR par litre. Malgré les nouvelles mesures du ministère du Pétrole visant à limiter la quantité d'essence disponible par plein à 50 litres, la consommation continue de croître. Cela souligne la nécessité de réduire les subventions à l'avenir, ce qui pourrait rapidement entraîner une hausse des prix à la consommation. Le cas échéant, une telle augmentation affecterait considérablement le coût des transports et aurait un impact direct sur l'inflation générale.

3. DÉFICIT GAZIER

Selon le vice-ministre chargé du gaz, le déficit de gaz a atteint 300 Mm³/j au moment du pic, et chaque baisse d'un degré de température augmente la consommation de gaz de 25 Mm³/j durant l'hiver. La consommation de gaz en Iran est 3,5 fois supérieure à la moyenne mondiale, et le mix énergétique du pays est composé à 72 % de gaz naturel. Les pertes dans le réseau gazier représentent 4 % de la production totale, soit environ 5,32 Mds m³ au cours des six premiers mois de l'exercice en cours. Pour rappel, l'Iran avait signé en 2022 un contrat de vente de gaz du Turkménistan à l'Azerbaïdjan transitant par l'Iran, ainsi que des accords pour l'importation de gaz en provenance du Turkménistan, afin de répondre aux besoins en gaz des provinces du nord. Cependant, ce contrat a récemment rencontré des difficultés en raison des arriérés de dettes des années précédentes.

ISRAËL

1. LE GOUVERNEMENT ADOPTE UN BUDGET 2025 DE SOUTIEN AUX GUERRES À GAZA ET AU LIBAN

Le gouvernement israélien a adopté le 1^{er} novembre un budget 2025 consacré à « soutenir les guerres que mène Israël sur plusieurs fronts », d'après le Ministre

des Finances Bezalel Smotrich. Le budget prévoit des dépenses de 607 Mds ILS (soit environ 150 Mds EUR). Il comprend une augmentation substantielle des ressources allouées au Ministère de la Défense à 102 Mds ILS, avec une enveloppe de 9 Mds ILS consacrée aux réservistes et un plan de développement de 15 Mds ILS pour le Nord du pays. Parallèlement au budget, le gouvernement a acté des mesures d'ajustement budgétaire d'un montant total de 37 Mds ILS alors qu'il vise un déficit public contenu à 4,3% du PIB en 2025 (contre 8,5% désormais attendus pour 2024). L'approbation du budget par la Knesset ne devrait pas avoir lieu avant janvier 2025 au mieux.

2. LE SHEKEL SE MAINTIENT FACE AU DOLLAR

Les analystes s'attendaient à ce que le limogeage du Ministre de la Défense Yoav Gallant par le Premier Ministre Benjamin Netanyahu le 5 novembre affaiblisse le shekel, mais l'élection de Donald Trump a rebattu les cartes. Si l'euro et la livre sterling affichaient le 6 novembre une baisse de 1,4% par rapport au dollar, le shekel s'est quant à lui maintenu. Les indices Tel Aviv 35 et 125 ont par ailleurs enregistré des hausses de 0,78% et 0,71% respectivement à la Bourse de Tel Aviv.

3. LE CONTRÔLEUR DE L'ÉTAT DÉNONCE UNE CONCENTRATION STRUCTURELLE DANS LE SECTEUR ALIMENTAIRE

Le contrôleur de l'État – équivalent israélien de la Cour des Comptes – a présenté le 5 novembre les résultats d'un audit dans les secteurs de l'alimentation et des produits de consommation. Alors que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 2,9 % à 6% au cours des trois premiers mois de la guerre, il relève qu'une partie de la hausse des prix est due à la forte concentration structurelle du marché. L'audit a révélé que trois fournisseurs de produits alimentaires représentent plus de 85 % des ventes totales dans 20 catégories de produits alimentaires, alors que le taux d'importation d'Israël (par rapport au PIB) n'est que de 23,4 %, contre une moyenne de 47% relevée en 2020 dans les pays de l'OCDE. La part de marché des cinq plus grands fournisseurs sur les marchés de l'alimentation et des biens finaux s'est toutefois légèrement réduite depuis 2017, passant de 42,7 % à 37,5 % en 2022.

JORDANIE

1. BAISSÉ DE L'IPP SUR LES 9 PREMIERS MOIS 2024

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production (IPP) a enregistré une baisse

de -0,30 % au cours des 9 premiers mois de 2024, en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières et des industries extractives ont diminué respectivement de -0,43 % et -2,79 % en g.a. tandis que les prix de l'électricité ont augmenté de +4,06 % au cours des trois premiers trimestres de 2024 en g.a. Sur le mois de septembre, l'IPP a diminué de -0,43 % en glissement mensuel. Pour rappel, l'IPP a enregistré une baisse de -4,31 % sur l'ensemble de l'année 2023 par rapport à 2022.

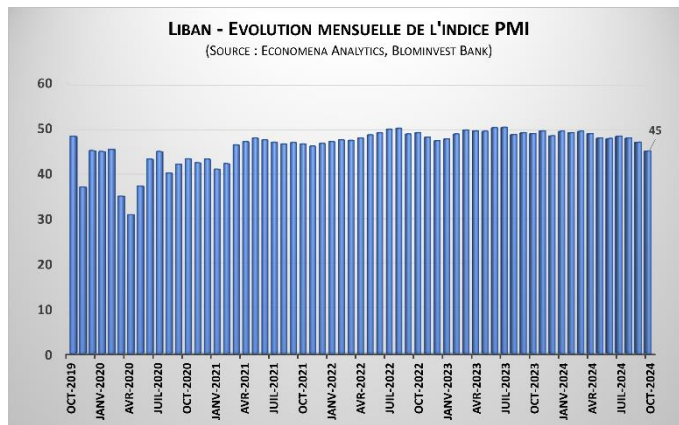
2. AUGMENTATION DU « JORDAN INVESTOR CONFIDENCE INDEX »

Selon le Jordan Strategy Forum, l'indice de confiance des investisseurs en Jordanie (le Jordan Investor Confidence Index) a augmenté de +26 % au T2 2024, par rapport au trimestre précédent. Il s'agit de la première hausse trimestrielle après cinq baisses successives. L'indice est passé de 135,5 au T1 2024 à 170,7 au T2 2024. Cette augmentation résulte de la hausse des indices de confiance dans l'économie réelle (100 au T1 2024 contre 167,3 au T2 2024) et dans le système financier (142,1 au T1 2024 contre 148,3 au T2 2024). L'indice de confiance dans le système monétaire n'a quant à lui pas évolué (200 au T1 comme au T2 2024).

LIBAN

1. FORTE BAISSÉ DU PMI EN OCTOBRE DANS LE CONTEXTE DE L'INTENSIFICATION DE LA GUERRE AU LIBAN

Le *Purchasing Managers' Index* (PMI), qui fournit une estimation du climat des affaires au Liban, a été ramené de 47 points en septembre à 45 points en octobre, soit son niveau le plus bas depuis février 2021. Cette dégradation s'inscrit dans un contexte d'intensification des frappes israéliennes au Liban, ayant provoqué des déplacements de population et une perturbation des chaînes d'approvisionnement dans les régions les plus ciblées (Sud Liban, Bekaa, banlieue sud de Beyrouth). Les perspectives apparaissent particulièrement dégradées à l'export (le sous-indice des commandes à l'export ayant été ramené de 44 à 31 points), compte tenu de l'accroissement du risque-pays libanais qui semble inciter certains acheteurs internationaux à rechercher des fournisseurs alternatifs.



TERRITOIRES PALESTINIENS

1. L'AIDE HUMANITAIRE PEINE DE PLUS EN PLUS À INTERVENIR À GAZA

Le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a déclaré que les autorités israéliennes ont autorisé en moyenne le passage de seulement 30 camions humanitaires par jour dans la bande de Gaza sur le mois d'octobre 2024. Il a ajouté que cela ne représentait que 6 % des fournitures commerciales et humanitaires autorisées à entrer dans l'enclave avant-guerre. C'est selon lui le nombre le plus bas de camions d'approvisionnement journaliers depuis le 7 octobre. Depuis le début de la guerre, Israël a fermé tous les points de passage terrestres avec Gaza, bloquant l'entrée des marchandises essentielles et imposant des restrictions à l'aide humanitaire. Le dernier checkpoint laissant passer les convois d'approvisionnement est celui de Rafah, soumis à un contrôle strict par l'armée israélienne, qui tient le poste frontière depuis son intervention en mai.

2. RENOUELEMENT DES CORRESPONDANCES BANCAIRES POUR UN MOIS SUPPLÉMENTAIRE

Le porte-parole du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a déclaré le jeudi 31 octobre que le ministre signerait une exemption pour prolonger la durée des lettres de confort accordées aux banques pour un mois seulement. Dans le cadre d'une économie palestinienne shekelisée et réalisant plus de 80% de ses échanges commerciaux avec Israël, ces autorisations, qui permettent les correspondances en shekels entre les établissements bancaires israéliens et palestiniens, sont essentielles. De nombreux acteurs internationaux (dont les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne) avaient appelé au renouvellement de ces lettres de confort pour une période minimale d'un an.

3. AVANCÉE LÉGISLATIVE DANS LA MISE EN PLACE DE SERVICES DE PAIEMENT NUMÉRIQUES

Dans le cadre de la promotion de l'économie numérique, le président Mahmoud Abbas a adopté un décret relatif aux transactions électroniques et les services de confiance. Il vise à développer l'infrastructure juridique des services bancaires numériques, et à établir des normes et des procédures pour renforcer la sécurité et la confiance placée dans ces nouveaux moyens de paiement. Cela devrait faciliter également les transactions des particuliers, dans un contexte de contraintes

croissantes sur les mouvements des personnes et des capitaux depuis le déclenchement de la guerre à Gaza et l'intensification du mouvement de colonisation en Cisjordanie. La nouvelle législation intègre en particulier l'adoption de la signature électronique, du cachet électronique, de l'horodatage, des services de livraison électronique et des certificats d'authentification électroniques, qui garantissent la fiabilité des transactions ainsi que des documents électroniques.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
Population (Millions) - 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,5 *	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2024p	FMI / WEO	380	264	434	528	53	24 *	17 *	6,2 **
PIB / Hab. (USD) - 2024p	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	4487 *	3181 *	295 **
Croissance PIB réel (%) - 2024p	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-0,7 *	-5,4 *	-1,5 **
Solde budgétaire (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	-0,4 *	-1 *	-8 **
Dette publique (% PIB) - 2024p	FMI / WEO	91	46	35	68	92	195 *	50 *	n/a
Rating Coface 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
Inflation mensuelle en g.a. (%)	Statistiques officielles	26,4	3,1	31,2	3	1	32,9	60	100 **
PMI mensuel	Statistiques officielles	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	45,0	n/a	n/a
Exportations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
Importations françaises (M€) - 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES FMI 2023 ; ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024P

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr